

L'IMAGE

Angers
St-Serge - Université

Saint-Valentin
Jeudi 14 Février
Fête des amoureux
Pour les couples (H/F*)

Un restaurant Subway fermé pour discrimination homophobe. Ce jeudi 14 février, le responsable d'un restaurant Subway situé à Angers a proposé une promotion pour la Saint-Valentin réservée... aux couples hétéros. En bas de page, l'astérisque précisait : "Discrimination(?) : Non, la loi de mariage pour tous a avancé, mais n'est pas encore ratifiée par le Sénat. Jusque là, j'utilise la loi de la liberté d'expression." Le Subway en question a été fermé vendredi, a souligné la direction française qui, dans un communiqué, s'est "excusée auprès de toutes les personnes s'étant senties offensées par l'initiative" de ce franchisé.

LA PHRASE

"Le comité va prévenir les suicides, promouvoir la bientraitance et clarifier les droits des personnes âgées et handicapées."

Les ministres Michèle Delaunay et Marie-Arlette Carlotti à propos du Comité de vigilance et de lutte contre la maltraitance des personnes âgées.

LE CHIFFRE

6 000

C'est le nombre de recrutements que prévoit EDF pour l'année 2013, dont 2 000 sont des créations d'emplois. Le groupe emploie plus de 156 000 personnes dans le monde. Ces embauches sont nécessaires pour assurer le remplacement des effectifs vieillissants.

APICULTURE

Les abeilles toujours victimes des pesticides

Face à la chute continue de la production de miel en France, le gouvernement veut favoriser l'installation de 200 à 300 apiculteurs par an. Pourquoi pas, disent les professionnels, mais tout plan d'aide restera "insuffisant" tant qu'on n'aura pas limité l'usage de pesticides.

Vendredi dernier, le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a présenté un plan triennal doté de 40 millions d'euros prévoyant notamment la mise en place d'une formation à l'apiculture et des aides à l'achat d'abeilles reines. "Mettre 40 millions dans un plan, sans retirer les pesticides, ce n'est pas une gestion saine de l'argent public", a déclaré Olivier Belval, le président de l'Union nationale des apiculteurs français (Unaf). "Tant que se poursuivra l'hécatombe des abeilles en

France, par le fait d'une agro-chimie que l'autorité publique ne limite qu'à regret, installer durablement des centaines de jeunes apiculteurs chaque année apparaît comme une fausse promesse", a écrit l'Unaf dans une lettre ouverte à Stéphane Le Foll.

"Depuis la mise sur le marché de ces produits - famille des néonicotinoïdes - depuis le milieu des années 90, la production en France a été divisée par deux", rappelle Olivier Belval. D'environ 32 000 tonnes, en 1995, la production française est en effet tombée à moins de 16 tonnes, en 2012. "On espère une décision en faveur d'un retrait des néonicotinoïdes, le ministre a les cartes en main après l'avis de l'agence européenne", plaide Sophie Dugué, vice-présidente de l'Unaf.

ÉNERGIE

L'éolien poursuit sa forte progression

Malgré des situations contrastées et certains constructeurs en perte de vitesse, éoliennes et centrales solaires ont affiché des taux de croissance spectaculaires en 2012, avec des capacités mondiales de moins en moins anecdotiques.

En 2012, le parc de panneaux photovoltaïques installé à travers le monde a dépassé pour la première fois les 100 gigawatts. Soit l'équivalent à pleine puissance de la totalité des centrales électriques françaises ou de ce que produisent sur l'année 16 centrales nucléaires ou thermiques de 1 gigawatt. Malgré les

difficultés d'industriels confrontés à la baisse du prix des panneaux, la crise économique et des aides publiques souvent réduites, la croissance est restée très forte : + 42 %, avec 30 gigawatts de panneaux solaires supplémentaires sur un an.

"Nous avons presque réussi à dépasser l'année record de 2011", où 31 gigawatts avaient été inaugurés, s'est réjoui Winfried Hoffmann, le patron de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque (EPIA) qui publie ces chiffres. Comme dans d'autres domaines, un coup de frein a été observé en Europe.

Le combat de deux pères pour leurs droits

Un autre papa a rejoint Serge Charnay, perché sur une grue

Deux activistes de la défense des droits des pères ont pris les grues géantes des anciens chantiers navals de Nantes comme tribune pour leur cause. Le premier père, qui a passé la nuit à une quarantaine de mètres du sol, a été rejoint par un second hier matin dans une autre grue.



Le préfet a déclaré hier "qu'aucune intervention n'était prévue pour les faire redescendre de force".

L'association "SVP Papa", qui avait dans un premier temps soutenu l'action du premier, s'est désolidarisée hier, ne pouvant cautionner, selon son président Yann Vasseur, la mise en danger de la vie de ces pères et le risque qu'ils passent "du statut de pères à celui de forcenés". Cette double action intervient à quelques jours d'une journée nationale de manifestation pour les droits des pères programmée par "SVP Papa" à Nantes.

"Ils ont choisi une manière spectaculaire de manifester." LE PRÉFET

Le premier père, Serge Charnay, perché au sommet d'une grue des anciens chantiers navals nantais, depuis vendredi matin, a été privé de droit de garde mais aussi de droit de visite de son fils depuis deux ans, à la suite d'une condamnation pour, notamment, "soustraction d'enfant". Sur sa grue, il a accroché la banderole: "Benoit, 2 ans sans Papa". La préfecture de Loire-Atlantique lui a apporté vendredi soir, des papiers prouvant qu'il pouvait obtenir une requête pour le réexamen de son dossier dès le 28 mars, mais il n'a pas voulu redescendre de la grue.

Même s'il s'est désolidarisé de l'action dans les grues, Yann Vasseur pour "SVP Papa" a souligné qu'il était "scandaleux que des hommes en soient réduits à de telles extrémités à cause de l'application de la loi qui est faite par les juges aux affaires familiales: la loi actuelle est équitable, c'est l'interprétation qu'ils en font qui ne l'est pas". Aucun de ces deux pères ne serait suicidaire. "Ils ont choisi une manière spectaculaire de manifester, au lieu de le faire les pieds sur terre, ils ont choisi de manifester en l'air", a commenté le préfet de Loire-Atlantique Christian de Lavernée.

Hier vers 17h, Nicolas Moreno est finalement descendu. Il a levé les bras en arrivant au sol et a crié: "Pour tous les papas qui aiment leurs enfants."

Le second père, Nicolas Moreno, Isérois, s'est déjà fait connaître par une grève de la faim de plus de 3 semaines en novembre 2012, devant le palais de justice de Valence. Il a escaladé, hier à l'aube, la seconde grue géante. Sur deux banderoles qu'il a accrochées avec des ballons, on peut lire: "père un jour = père toujours" et "pères en galère, pères solidaires". Pour sa part, il a fait appel en 2012 d'un jugement du tribunal de Valence qui a confié à son ex-compagne la garde de leurs deux fils de moins de trois ans, avec néanmoins un droit de visite et de garde pour lui, alors que la mère est partie s'installer à 750 km.

AFFAIRE DE LA VIANDE DE CHEVAL

Spanghero reste au cœur de l'enquête et du scandale

Plusieurs contrôleurs des services vétérinaires poursuivaient hier leur enquête au sein de l'usine de transformation de viandes et de plats cuisinés Spanghero (groupe Lur Berri) de Castelnau-d'Aude), à l'arrêt depuis que le gouvernement a suspendu jeudi son agrément sanitaire. Les 300 salariés de Spanghero, sous le choc, ne travaillaient plus depuis vendredi. "Quatre contrôleurs vont travailler tout le week-end pour faire la lumière sur le fonctionnement de l'entreprise, identifier les responsabilités et voir si certains secteurs pourraient reprendre, car non impliqués" dans le scandale de la viande chevaline revenue comme viande bovine, a indiqué samedi le secrétaire général de la préfecture Olivier Delcayrou. L'agrément sanitaire a été suspendu pour les trois activi-

tés de la société - stockage, transformation de la viande et plats cuisinés - et les investigations de la brigade vétérinaire pourraient

L'inquiétude du Conseil du culte musulman. Le conseil français du culte musulman (CFCM) s'inquiète. Un néerlandais cité dans le scandale, aurait été impliqué dans un dossier de fausse viande halal vendue en France. L'homme d'affaires avait été condamné en 2012 pour avoir vendu de la viande faussement certifiée halal entre 2007 et 2009 en Europe, en abusant ses clients dont deux sociétés françaises non citées. "Le CFCM demande aux autorités compétentes de divulguer les noms des industriels qui seraient impliqués dans ce scandale".

permettre "d'envisager une reprise partielle des activités s'il n'y a aucune difficulté en matière de respect des consommateurs dans un secteur donné".

Les salariés ont manifesté leur incrédulité et leur colère devant les accusations gouvernementales faisant de leur entreprise la principale responsable du scandale. Le préfet de l'Aude Eric Freysselinard, a estimé que cette suspension devrait durer une dizaine de jours dans l'attente du résultat des investigations de la brigade vétérinaire. Après avoir reçu une délégation de salariés, il a annoncé qu'il "accepterait une demande de chômage partiel pour les employés de l'entreprise", ce qui leur permettrait de percevoir 60% de leur rémunération brut, grâce à une aide de l'État versée à l'entreprise.

Retour sur quatre semaines de crise

Le scandale de la viande de cheval, vendue comme de la viande de bœuf a éclaté en Europe il y a un mois. Mi-janvier 2013. Les autorités irlandaises découvrent que des hamburgers vendus en Grande-Bretagne et en Irlande contiennent de la viande de cheval. Des dizaines de millions de steaks sont retirés des étals. Le 7 février. Des lasagnes, distribuées par la marque Findus, censées être au bœuf, contiennent pour certaines jusqu'à 100% de viande de cheval. Le 8. Le sous-traitant français Comigel annonce le retrait de tous ses produits et met en cause un de ses fournisseurs, la société française Spanghero. Ce fait dernière indique que la viande provient de Roumanie.

Le 9. Spanghero annonce qu'il poursuivra le producteur roumain. Le 10. Après Findus qui a déposé plainte, Comigel estime avoir été "berné". Le 11. Des agents de la répression des fraudes inspectent le siège de Comigel à Metz et celui de Spanghero à Castelnau-d'Aude (sud). Réunion de crise entre le gou-

vernement et la filière agroalimentaire. Ouverture d'une enquête aux Pays-Bas. Le 12. En France, des tests effectués par la marque de surgelés Picard révèlent la présence de cheval dans les lasagnes. Le 13. Réunion de crise à Bruxelles: l'UE lance une campagne de tests ADN dans tous les États membres et demande de procéder à des contrôles pour détecter la présence éventuelle de phénylbutazone, un anti-douleur proscrit dans l'alimentation.

Le 14. Spanghero, accusé d'avoir acheté 42 tonnes de viande de cheval en janvier, assure "n'avoir commandé, réceptionné et revendu que de la viande réputée de bœuf". Le gouvernement français désigne comme principal responsable du scandale cette société, coupable de "tromperie économique". Son agrément sanitaire est suspendu. Le 15. Confirmation de la présence de viande de cheval dans des lasagnes en Norvège et dans des tortelloni en Autriche. - Enquête à Danemark sur de la viande de cheval dans des pizzas.

vement et la filière agroalimentaire. Ouverture d'une enquête aux Pays-Bas. Le 12. En France, des tests effectués par la marque de surgelés Picard révèlent la présence de cheval dans les lasagnes. Le 13. Réunion de crise à Bruxelles: l'UE lance une campagne de tests ADN dans tous les États membres et demande de procéder à des contrôles pour détecter la présence éventuelle de phénylbutazone, un anti-douleur proscrit dans l'alimentation.

Le 14. Spanghero, accusé d'avoir acheté 42 tonnes de viande de cheval en janvier, assure "n'avoir commandé, réceptionné et revendu que de la viande réputée de bœuf". Le gouvernement français désigne comme principal responsable du scandale cette société, coupable de "tromperie économique". Son agrément sanitaire est suspendu. Le 15. Confirmation de la présence de viande de cheval dans des lasagnes en Norvège et dans des tortelloni en Autriche. - Enquête à Danemark sur de la viande de cheval dans des pizzas.

ÉTHIQUE ● L'archevêque de Rennes craint "une dérive d'euthanasie" avec l'aide à mourir. L'archevêque de Rennes, Monseigneur Pierre d'Ornellas, chargé des questions de bioéthique au sein de la Conférence des évêques de France, dit craindre une dérive d'euthanasie après l'annonce de l'Ordre des médecins qui envisage, pour la première fois, une aide à mourir permettant de donner une "sédation terminale" à des patients qui la réclament.

FAIT DIVERS ● Un pensionnaire d'un Ehpad décède dans un début d'incendie. Un homme de 84 ans est mort hier matin dans un début d'incendie, a priori accidentel, qui s'est déclaré dans sa chambre dans un Établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (Ehpad) public de Mimizan (Landes). Rapidement arrivés sur place, les pompiers ont découvert l'octogénaire décédé dans son fauteuil. Le pensionnaire étant fumeur, le début d'incendie, qui n'a touché que la chambre de la victime, aurait pu être causé par une cigarette, selon les gendarmes.

POLITIQUE ● Le scrutin mixte arrive à l'Assemblée. Le scrutin mixte prévu par le gouvernement pour les élections départementales, deux élus par canton, un homme et une femme, sera débattu la semaine prochaine par les députés, mais après les sénateurs qui l'ont rejeté en première lecture.

EMPLOI ● 2 500 contrats d'emplois d'avenir professeur ont été signés. Le gouvernement vient d'annoncer que 2 500 contrats d'emplois d'avenir professeur (EAP) avaient été signés et que 4 000 le seraient d'ici deux semaines. Le Premier ministre assurant que les objectifs allaient être "largement tenus".

PETITE ENFANCE ● Le gouvernement avance ses propositions, sans objectif chiffré. La ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, a clos hier, à Paris, une consultation sur la petite enfance et dévoilé ses projets en la matière, comme le développement de la formation des professionnels du secteur, sans toutefois avancer d'objectifs chiffrés. La ministre avait engagé cette "mobilisation" en novembre dernier auprès de plus de 300 parents dans quatre régions, pour connaître leurs attentes et leurs propositions sur l'accueil des jeunes enfants. Quelque 200 acteurs locaux et nationaux de la petite enfance et de la parentalité ont aussi été consultés.

ÉCONOMIE ● Nouveau record des exportations de vins et spiritueux "Made in France". Les ventes de vins et spiritueux français à l'étranger ont battu un nouveau record en 2012, avec un chiffre d'affaires dépassant les 11 milliards d'euros, tiré notamment par le cognac, a annoncé la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux (FEVS). Les consommateurs étrangers n'ont pas forcément consommé beaucoup plus (+1,6% sur les volumes) mais ils ont consommé plus cher (+10% sur la valeur).

Loi bancaire: "attention à l'emploi". Les patrons de six grandes banques françaises ont écrit au gouvernement pour alerter sur les conséquences, notamment en termes d'emploi, de la loi bancaire que les députés devraient adopter mardi, a indiqué hier la Fédération bancaire française (FBF). Dans cette lettre adressée les patrons de Crédit Agricole, BpCE, La Banque postale, Société Générale et BNP Paribas s'inquiètent notamment du coût du plafonnement de certains frais bancaires.